

Dominique Wolton
Laboratoire Communication et Politique, CNRS, Paris

CULTURE : LE REFOULÉ DE L'EUROPE

Le passage de l'Europe économique à l'Europe politique ne correspond à aucune logique historique. L'économie comme facteur d'entraînement de la politique valable, hier, dans un contexte non démocratique est aujourd'hui beaucoup plus difficile à réaliser du fait de la spécificité radicale de l'Europe : la construction d'une nouvelle forme politique à partir d'États-nations démocratiques sans principe de fermeture stable, puisque la question de l'élargissement est toujours d'actualité avec des peuples qui ne parlent pas les mêmes langues et n'ont pas la même vision de l'histoire. Tout ici est à inventer, chacun percevant bien qu'il y a une sorte de course poursuite entre la logique de l'intégration économique et les difficultés de l'émergence d'un sentiment politique. Ce décalage explique la recherche constante « d'accélérateurs ». Pour certains c'est l'Euro, pour d'autres le PACS, pour d'autres encore les contraintes des tensions internationales. Dans cette recherche « d'accélérateur » à l'intégration politique, *la culture et la communication* sont souvent convoquées. *Elles peuvent être pourtant autant un facteur de haine que de rapprochement*, comme j'essaie de le montrer depuis plusieurs années, car on ne force pas des peuples à abandonner leurs identités au profit d'une identité incertaine, au motif que c'est leur intérêt ou le sens de l'histoire... Dans ce contexte incertain, à trop vouloir faire comme si le problème était résolu, celui d'une intégration politique intensive, on risque au contraire de susciter des rejets. Toute la difficulté tient évidemment dans cette double contrainte qui fait la force inouïe de ce projet européen, à savoir la volonté d'aller vite et le choix de le faire sur un mode démocratique. Ce qui ne s'est jamais fait dans l'histoire de l'humanité.

Ce texte vise donc à examiner certains points de blocages théoriques par rapport au schéma d'un continuum trop rationnel entre l'économie et la politique et aux moyens de les résoudre. Il repose sur une idée forte : il n'y a pas de continuité entre *l'espace commun* des échanges économiques, *l'espace public* où s'expriment librement les points de vue contradictoires et *l'espace politique* où s'affrontent les arguments conflictuels du champ politique en vue d'acquiescer

ou de conserver le pouvoir. Non seulement les valeurs qui constituent ces trois espaces symboliques n'appartiennent pas aux mêmes registres, aux mêmes logiques et symboles, mais surtout elles ne se construisent pas au même rythme. Autrement dit ce qui a mis des siècles à se construire au sein des États-nations, en l'occurrence l'emboîtement plus ou moins pacifique entre ces trois espaces, ne peut se réaliser dans un temps court à l'échelle européenne. Il y a une limite à la compression temporelle, ce qui signifie une limite au rôle que l'on veut faire jouer à la culture et à la communication pour réussir ce court-circuit. Non seulement l'espace commun ne suffit pas à fonder un espace public, mais au sein même de l'espace politique, pourtant restreint, les différences sont substantielles.

Il existe trois difficultés structurelles, liées à un manque de réflexion sur les ressemblances et les différences.

- La première difficulté est sans doute l'*absence de conscience* de l'importance du problème, qui se retrouve dans l'omniprésence des discours de langue de bois entonnés par dirigeants et élites : « la force de l'Europe réside dans sa diversité culturelle ». Ce qui ne veut rien dire, car cela suppose le problème résolu. Si effectivement l'Europe réussit sa naissance politique, cela voudra dire qu'elle aura réussi à gérer la cohabitation entre ses différences culturelles.

- Deuxième difficulté : l'*absence d'imagination et d'utopie*. Pourtant les Européens, par l'intermédiaire de la création d'un *droit* européen fort intelligent, savent inventer, et à quelle vitesse ! Mais on ne retrouve pas cette force de l'imaginaire pour tout ce qui a trait pourtant à l'essentiel, à savoir les conditions futures de coopération entre des peuples qui seront objectivement beaucoup plus proches les uns des autres, donc beaucoup plus obligés de se supporter.

- Troisième difficulté : la *fuite en avant* vers les nouvelles technologies. Puisqu'on ne sait pas sur quel modèle culturel construire, ni quel type de communication établir entre des langues et des cultures opposées, on embrasse l'idéologie technique, en répétant, comme tous les industriels du secteur, que « l'Europe de demain » sera celle de la communication et des réseaux.

Rien ne semble donc avoir beaucoup changé par rapport au discours d'il y a une vingtaine d'années ! Et pourtant, il semble temps de penser les rapports entre communication et culture dans l'Union européenne.

1. Prendre à bras le corps la question de la culture et de la communication dans l'Europe, c'est au moins réexaminer deux questions

La culture n'est guère présente dans la CEE, le traité de Maastricht, le traité d'Amsterdam. Pourquoi ? Parce que la culture rapproche autant les peuples qu'elle ne les divise. Pourtant, on ne passera pas de l'Europe économique à l'Europe politique sans passer par la *culture*, qui oblige

à passer de deux à trois logiques, à trois temporalités, trois systèmes de valeurs, trois types d'enjeux. Que l'on prenne le mot culture au sens de patrimoine, au sens de mode de vie ou au sens de civilisation, il devient impossible d'avancer sur la voie d'un rapprochement politique à l'échelle des peuples, sans comprendre ce qu'apportent ces différents sens du mot culture. Même la référence à la définition la plus simple, la culture comme patrimoine, n'est pas sans poser des problèmes, car les différents pays n'ont pas le même rapport à l'histoire et au patrimoine, à l'identité et à la géographie. Les différences sont encore plus fortes si l'on prend le troisième sens du mot culture, proche de la civilisation. Quant à l'unité, plus réelle, de la culture comme mode de vie, elle est plus compliquée qu'il n'y paraît car la standardisation partielle ne suffit pas à créer une volonté politique, justement parce que les autres dimensions culturelles, religieuses, deviennent alors des facteurs de différences. Plus les modes de vie se ressemblent, plus les autres dimensions de la culture prennent de l'importance, car la culture est autant un mouvement d'affirmation des ressemblances, que d'affirmation des différences. *L'Europe des blue-jeans ne préfigure pas l'Europe politique.* Non seulement la référence aux différentes dimensions culturelles caractéristiques de l'Europe reste faible dans les débats politiques, mais en outre on remarque que cette préoccupation demeure celle d'une minorité, proche de l'élite culturelle. Comme cela d'ailleurs a toujours existé. La question de la *culture de masse* est largement oubliée ou sous-estimée, en tout cas sous-valorisée et quand on parle de culture, c'est toujours celle de l'élite. C'est finalement l'Histoire qui assure une certaine couverture « grand public » à la problématique culturelle européenne. Faire de la question culturelle une des conditions de la naissance d'un espace politique européen n'est donc pas un processus aisé. D'autant que la culture ne peut pas faire l'objet d'une *politique commune* avec des calendriers, comme dans l'industrie, la santé, les transports, car il s'agit de créer de l'adhésion et non de gérer des intérêts. Et si tout le monde pense à l'école comme court-circuit, il faut immédiatement rappeler que celle-ci ne peut, à elle seule, assurer une intégration que l'ensemble des autres institutions n'assure pas. C'est pourquoi, il est important de réexaminer deux questions :

- *Le premier réexamen concerne la valorisation de la bande des Quatre : nation, identité, histoire et religion.* Quatre paramètres au centre des conflits européens d'hier, que les pères fondateurs ont sagement mis de côté pendant un demi-siècle. Mais comment se rapprocher sans une connaissance *mutuelle* de ces quatre facteurs culturels essentiels ? Le problème est d'intéresser les autres, et réciproquement, aux caractéristiques de l'identité culturelle de chacun. Tout en sachant que ce qui est le plus souvent facteur d'identité pour l'un est souvenirs de conflits pour l'autre. Et même le travail complémentaire à entreprendre, celui de l'invention utopique, ne peut se faire sans ce retour sur ce qui fonde les identités culturelles profondes des différents États-nations. Comment ne pas voir que cette question immensément compliquée de l'identité culturelle est impossible sans le détour par les « fondamentaux culturels » ? On parle sans cesse des fondamentaux de l'économie et jamais des conditions minimum pour la culture, alors même que la culture est toujours beaucoup plus compliquée que l'économie. Comment passer de l'identité nationale à l'abandon progressif de cette souveraineté sans un minimum de conscience

de ce qui a constitué les identités des uns et des autres ? Comment passer d'un processus inévitable de dévalorisation des identités nationales au profit d'une identité encore largement introuvable sans un travail préalable sur ce qui a constitué les processus de constitutions des différentes identités des quinze pays de l'Union ? C'est-à-dire l'histoire, la religion, la nation. Comme je l'ai souvent expliqué, l'identité était un obstacle à la communication tant que l'on était dans un monde fermé, elle devient au contraire une donnée fondamentale, sous peine de perte de tous les repères dans un univers ouvert, dominé par la communication. Cette « connaissance » culturelle d'ensemble est indispensable pour essayer d'inventer une nouvelle forme d'identité politique à partir d'États déjà démocratiques¹.

• *Le deuxième réexamen* concerne la connaissance des liens entre ces trois mots, *identité, expérience et communication*. Comment, en effet, parler de culture, au présent et au futur, comme condition du projet politique, sans réfléchir aux liens entre ces trois mots ? Si l'identité a mauvaise presse, on l'a vu, elle est cependant de plus en plus importante dans un univers sans projets ni grands repères. Le mot n'a d'ailleurs pas le même sens au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, pas davantage que les mots de territoire et de frontière avec les cortèges de minorités qui ont assombri l'histoire de l'Europe depuis si longtemps. Comment gérer le rapport entre l'effacement des frontières économiques et la persistance de toutes les autres frontières ? Comment éviter le destin tragique de l'ex-Yougoslavie comme préfiguration d'autres conflits de l'Europe de demain ? Qui peut exclure que le *triangle infernal, territoire, souveraineté, frontière*, si lié à l'identité ne fasse retour de manière violente ? C'est pourquoi lier l'identité à l'expérience peut avoir une certaine utilité. Certes l'expérience quotidienne que les Européens ont de l'Europe n'est pas toujours enthousiaste, mais elle traduit néanmoins un mouvement dynamique qui donne un certain sens à ce projet. Réfléchir sur les expériences européennes (voyage, jumelage, coopération des entreprises, travail frontalier, etc.) que les individus font dans la vie quotidienne est une autre manière de faire le lien entre le passé et le futur du projet européen. Cette expérience concrète est complétée par les médias. Même si les médias ne sont pas tous européens — ils reflètent en cela l'état de l'opinion — ils contribuent néanmoins à une certaine sensibilisation mutuelle. Jour après jour cette présence de l'autre, des autres, cette ouverture aux autres traditions, aux autres vocabulaires, styles, modes et événements ont une fonction essentielle de sensibilisation. Recenser les expériences où déjà les Européens coopèrent, est essentiel pour donner « de la chair » au projet politique. D'autant que ces multiples expériences, du tourisme aux échanges scolaires, en passant par la coopération des entreprises, de la recherche ou de la production audiovisuelle européenne, posent immédiatement des problèmes *interculturels*. Invariablement on retrouve au travers de ces expériences la nécessité et la difficulté à se comprendre. Les expériences sont la première étape de la construction, car communiquer c'est reconnaître l'autre et s'y frotter. Mais là on bute tout de suite sur le problème des langues (onze langues officielles, plus les langues régionales). Comment se comprendre avec une telle diversité ? En mettant *au centre* du projet européen non pas une hypothétique langue commune véhiculaire, mais le fait central du besoin de *traduction*. Communiquer en Europe c'est accepter

la nécessité de traduction d'une langue à l'autre afin de légitimer une certaine altérité, en même temps que l'existence d'une certaine volonté commune.

Le plus beau symbole du rôle central de la culture dans le projet européen ? Quand on fera de la *traduction* un grand objectif politique de l'Europe, avec à la clef, la formation d'un nombre considérable d'emplois, et surtout une *valorisation* de cette activité essentielle de traduction. Naturellement la traduction freine les échanges, mais au moins prend-elle les identités au sérieux. La lenteur de la traduction n'est pas un frein à la communication, elle en est la condition dans la perspective d'un réel souci d'intercompréhension. Elle symbolise la difficulté à se comprendre. Elle prend acte de l'Histoire. Mieux vaut reconnaître les difficultés à se comprendre que faire semblant d'échanger sans difficultés.

2. Que faire concrètement ? Ouvrir au moins quatre chantiers

L'Europe n'avancera pas dans sa réflexion sur la culture, si elle n'intègre pas également ce double changement qualitatif intervenu en un demi-siècle : l'élévation du niveau culturel et du niveau de vie. Ces deux changements ont d'ailleurs des répercussions favorables sur le travail culturel qui doit être fait simultanément, du côté de la bande des quatre et de l'utopie. En effet, le rapport à l'histoire, à l'identité, à la nation, à la religion et à l'utopie est plus facile avec des populations qui ont un certain niveau de vie et un certain niveau culturel, qu'avec des populations dépendantes sur le plan financier et culturel. Ceci d'autant plus que les cultures se sont elles-mêmes diversifiées. À l'opposition d'hier entre la culture *d'élite* et la culture *populaire*, s'est substitué un jeu plus sophistiqué entre ces deux cultures et avec les deux autres cultures, plus contemporaines. La *culture moyenne* qui traverse tous les milieux sociaux et caractérise un peu le mode de vie moderne, et toutes les *cultures particulières* (féminisme, écologisme, etc.) qui depuis un demi-siècle, s'affichent au nom de la liberté individuelle et collective.

Le deuxième chantier : admettre que parler de culture, c'est souvent parler de conflits, c'est les accepter, dans leur forme communicationnelle, et comprendre la nécessité d'un travail approfondi sur les *stéréotypes*. Les *stéréotypes* sont à la fois de formidables « passeurs culturels » qui permettent d'accéder à l'autre, en même temps que des freins à la communication. En tout cas le problème n'est pas d'abord de les condamner, mais de les comprendre car ils sont la plupart du temps un *raccourci* du rapport à autrui. Rien ne sert de les diaboliser si on ne comprend pas leur dynamisme culturel, ce qu'ils mobilisent, et ce qu'ils permettent de dire, en acceptable, comme en détestable. En un mot il faut sortir d'une culture officielle pour aller vers la réalité des difficultés de compréhension, vers les conflits et la méfiance. Sortir d'une vision

aseptisée de la culture et reconnaître qu'elle est souvent un facteur aussi difficile à gérer que le facteur politique. *La culture ne simplifie rien, elle complique tout*, car il faut s'approprier aux mots et aux images des autres, à leurs vocabulaires et à leurs références, à leurs styles et à leurs stéréotypes.

Deux exemples concrets montrent que le facteur culturel peut être un accélérateur de conflits. Le *premier exemple* concerne la contradiction entre l'Europe, terre des droits de l'homme, dans lesquels on peut trouver une des sources les plus radicales de la force de son projet, et par ailleurs leur négation du fait de la puissance destructrice d'une économie qui obéit aux impératifs de la mondialisation. En effet, le modèle économique européen est celui du Nord qui au nom de la modernisation écrase tous les tissus sociaux antérieurs dans le travail, le commerce, la vie quotidienne, les transports, la politique, les loisirs, le rapport à la terre... Cette standardisation se traduit par un appauvrissement culturel considérable aussi bien du mode de vie que de la culture patrimoniale. Quoi de plus standard aujourd'hui que les centres villes européens, les commerces, les produits ? Y aura-t-il une révolte ? Elle serait fondée, au titre de l'écrasement de ces différences culturelles quotidiennes qui font encore l'Europe. Et au moment où l'on intègre la culture dans l'Europe, en plébiscitant cette « diversité culturelle », il faudrait en réalité réaliser le processus inverse qui est en train de se produire. Au nom de la construction d'un grand espace économique, on détruit, écrase ces millions de différences culturelles qui distinguaient hier l'Europe du Nord, du Sud, de l'Est, de l'Ouest, des villes, des campagnes... Aujourd'hui *tout se rationalise* au nom de la modernité économique et politique. Le prix culturel et anthropologique n'est-il pas ici largement excessif ? Quelle que soit la définition donnée de la culture, elle se traduit par le respect d'un mode de vie, des gestes, des rapports au travail, des déplacements, des rythmes langagiers et des saisons.

L'idéologie de la modernisation, et de la rationalité économique, n'a pas, vis-à-vis des droits de l'homme qui sont peut-être le sous-bassement essentiel de la culture européenne, de justification et de légitimité à s'imposer avec tant de violence et de standardisation.

Le *second exemple* concerne l'immigration. L'espace de Schengen renforce à la fois la circulation à l'intérieur de l'Union et la fermeture à l'extérieur de l'Union, plaçant d'ailleurs les différents États qui n'ont pas les mêmes traditions de politique d'immigration dans des situations délicates à l'égard de l'immigration clandestine. Schengen renforce encore plus le sentiment de « bunker » et d'exclusion, pour les immigrés qui viennent évidemment de l'Est et du Sud de l'Europe, et qui savent le rôle économique essentiel qu'ils jouent dans la croissance européenne ! Le résultat tangible de cette ouverture interne est une fermeture externe beaucoup plus forte que l'Europe n'en a jamais connue dans l'Histoire. Exclusion qui renforce évidemment le sentiment d'une Europe à deux vitesses, et qui marginalise encore plus les Européens de l'Est et du Sud. Nul doute que l'intégration d'une problématique culturelle dans la construction européenne, c'est-à-dire d'une réflexion sur les types de relations entre les hommes et les peuples rendra plus visible cette contradiction majeure entre deux objectifs antagonistes de l'Europe : circuler

mieux, entre nous, mais éloigner encore un peu plus ceux qui sont notre premier cercle et qui ont néanmoins été en bonne partie la source de notre croissance depuis deux générations.

Et pendant ce temps-là, l'Europe décide enfin, difficilement, de confirmer le fait que le *prix unique* du livre est une bonne chose. Comment comprendre cette contradiction entre une décision courageuse pour l'Europe de la culture, et en même temps constater cette incapacité à comprendre que si l'on parle de l'Europe de la culture, cela voudra dire un changement radical de la politique d'immigration car l'immigré est la première figure de *l'autre*, enjeu politique plus difficile à gérer que l'économie. Le pire serait de croire que l'économie peut constituer un court-circuit politique. C'est pour cela qu'il vaut mieux parler dans un premier temps de *cohabitation culturelle* ; il s'agit d'une vision plus réaliste que celle de l'interculturalité qui suppose justement résolus ces problèmes de stéréotype, appréhension, incompréhension. Travailler déjà sur les représentations mentales, les stéréotypes et les incompréhensions est un bon moyen pour progresser, c'est-à-dire pour arriver à se tolérer.

Le *troisième chantier* concerne *l'avenir* : voyager, saisir les événements, laisser filer les utopies. Les utopies constituent déjà un lien vers le futur, une confiance dans la capacité à inventer. Elles aideront peut-être à réduire la pauvreté symbolique de l'Europe, réduite à un drapeau à étoiles et à la reprise d'une musique de Beethoven. En dehors de cela rien ! On mettra d'ailleurs en rapport le défi inouï que représente le projet culturel européen et l'absence de production symbolique qu'il suscite. Ce *décalage* indique à lui tout seul la place des processus culturels dans la construction européenne. Mais à force d'être bafoués et sous-évalués, ceux-ci pourraient bien un jour se venger... Les voyages peuvent également jouer un rôle certain. Voyager c'est se sensibiliser à autrui sans danger. On ne dira jamais assez le rôle positif qu'a joué ce tourisme de masse à l'intérieur de l'Europe pendant 30 ans. Même hélas au prix de la « déformation » des pays. Les voyages constituent une des conditions de cette expérience commune qu'il faut arriver à développer. Les voyages de la période scolaire, les déplacements professionnels et les vacances sont trois occasions pour favoriser concrètement cette connaissance d'autrui.

Quatrième chantier : s'ouvrir à l'Est et au Sud. La globalisation économique est un processus qui conduit à dissiper l'identité européenne dans un ensemble plus vaste, au point que beaucoup ne voient plus dans l'Europe que l'endroit du monde où il y a le plus de règlements tatillons et de différences, qui sont autant de freins à la globalisation. Cette ouverture au Sud et à l'Est peut au contraire devenir un facteur d'identités pour les Européens. Si entre eux, beaucoup de choses les séparent, face au monde ouvert de la globalisation, leurs ressemblances les rapprochent. La longue, douloureuse, et souvent inique procédure d'*élargissement* de l'Europe, à l'Est et au Sud, sera peut-être aussi un facteur d'intégration et de réhabilitation de la problématique culturelle dans le projet européen, car à l'occasion de ces négociations on redécouvrira de profonds facteurs d'unité culturelle qui dépassent les frontières actuelles, et on réalisera l'étendue et la complexité de ce patrimoine culturel. Par exemple, la richesse philosophique, artistique, et culturelle de l'Europe de l'Est est au moins aussi grande que celle de l'Europe de l'Ouest. Au lieu

de ne pas trop savoir quoi faire de cette richesse culturelle qui a traversé intacte les cinquante ans du communisme, et qui s'est enrichie de cette autre tradition, l'Europe de l'Ouest devrait réaliser l'importance du patrimoine culturel qu'apporte l'Europe de l'Est. Quant à celle-ci, après avoir rattrapé un certain retard économique, elle revendiquera avec beaucoup plus de force sa différence culturelle. L'Europe de l'Ouest devrait aussi au plus vite reconnaître sa dette à l'égard des pays du Sud qui non seulement lui ont beaucoup apporté sur le plan scientifique et médical, mais aussi sur le plan philosophique et religieux. Pour les Quinze, s'ouvrir à l'Est et au Sud, c'est non seulement reconnaître ses dettes et les payer, mais c'est aussi reconnaître le poids de l'*autre* dans la construction d'une identité culturelle.

**

Face à ce débat immense — la place de la culture dans la construction politique — les *sciences sociales* sont un peu dans la situation des Européens : devoir tout inventer. Comme les Européens, elles ont dans leurs traditions disciplinaires *tous* les éléments pour penser ce chantier politique, mais comme les Européens, elles n'ont aucune expérience. Les disciplines peuvent aider, mais à la mesure finalement de l'option plus ou moins européenne que prennent les chercheurs sur cette question. Les sciences humaines et sociales ont paradoxalement *le même effort d'invention* à faire que les politiques. Et leur incapacité à *penser* facilement ces problèmes de la construction culturelle de l'Europe est un signe supplémentaire du caractère radicalement inédit de ce projet.

Une chose est certaine, même si personne ne sait comment aborder le passage de l'Europe économique à l'Europe politique, l'intégration d'une problématique culturelle est inséparable d'une réflexion sur la communication. Non pas dans sa dimension technique, mais dans sa dimension normative : que faire pour faciliter l'intercompréhension entre des peuples ?

Si bien que tirer le fil de la culture c'est comprendre les relations entre ces trois entités, de plus en plus proches, *identité, culture, communication*. C'est aussi réfléchir à un rôle actif de la culture qui ne soit pas, comme ce fut si souvent dans le passé, un outil du pouvoir politique. Après avoir été souvent cet instrument, la culture va retrouver une certaine indépendance par rapport à la politique. Il y a là une sorte de paradoxe : *hier* la culture était un instrument de la politique, *aujourd'hui* une politique de la culture est la manifestation de la prise en compte d'un projet démocratique pour un pays, *demain* la culture devra retrouver une certaine indépendance par rapport aux inscriptions politiques, si l'on veut qu'elle soit réellement investie par le projet européen.

La question aujourd'hui n'est plus « Que fait la politique à la culture ? », mais « Comment la culture peut-elle aider la politique ? ». Ce changement de rapport radical entre la culture et

l'Europe en préfigure d'ailleurs un autre : la culture qui fut longtemps le refoulé de l'Europe en sera probablement demain une des causes centrales, de sa réussite ou de son échec.

NOTES

1. Pour plus de détails sur les dimensions culturelles de la construction politique de l'Europe, cf. *La Naissance de l'Europe démocratique. La dernière Utopie*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1997.